



- Accueil
- Lapsus
- **Archives JDL** ▶
- Annexes ▶
- NewsLetter
- Téléchargements
- Contact

**Avec  
Joseph  
au  
Libéria,  
c'est  
encore  
un pan  
de nos  
libertés  
qui  
s'en  
va !**



« *Méfie-toi de la dictature qui sommeille, le bruit des bottes est un mauvais réveil* »

(*Soulève-moi, D. Balavoine*)

[Avec Joseph au Libéria, c'est encore un pan de nos libertés qui s'en va !](#)

[Page 2](#)

Comment qualifier par le verbe ce qui relève du viscéral ? Comment hurler avec suffisamment de portée ce cri qu'exige le choc de la violence subie ? Aucun mot, aucune phrase ne peut y parvenir. A peine pourrions-nous en esquisser les contours... Révolte, rage, fureur, colère, écoeurement, dégoût, amertume : le sentiment qui est le nôtre est indescriptible, condensant une multitude d'émotions en une charge explosive qui devra s'exprimer un jour ou l'autre par des actions concrètes.

### L'Etat a assassiné, assassine et assassinera... au nom de son Economie, pas de son peuple

**Mais pour comprendre le scandale, revenons un instant sur le Libéria et la responsabilité française dans le massacre.** On parle ici de la fameuse « FrançAfrique », ce néocolonialisme sur lequel F.X. Verschave n'a cessé de travailler jusqu'à son décès au printemps 2005. Dès son retour au pouvoir en 1958, De Gaulle est contraint de rendre leur indépendance aux pays africains jusque-là colonisés. Mais pendant qu'il prône officiellement la décolonisation il charge son bras droit, Jacques Foccart, d'instaurer un système de dépendance intégral. Le néocolonialisme progresse là où la décolonisation officielle est proclamée, par le biais des réseaux Foccart (dont faisait à l'origine partie la création du groupe pétrolier ELF). Les « amis de la France » (dictateurs, tortionnaires, criminels de guerre, génocides, etc.) sont installés au pouvoir des anciennes colonies par des dictatures financées, armées et organisées par l'Etat Français afin de conserver le « pré carré » de ses intérêts (pillage des ressources naturelles, des matières premières, surexploitation de la main d'œuvre locale, financement occulte des partis politiques, etc.). Le militaire et le civil restant ainsi sous contrôle de l'Elysée.

Pour faire court (les détails dans La Françafrique. Le plus long scandale de la République chez Stock, Françafrique, le crime continue chez Tahin Party, la bibliographie générale de Verschave et auprès de l'association Survie), les réseaux d'abord centralisés s'autonomisent au cours des décennies dans des mains politiciennes (un des plus imposants étant désormais celui de Sarkozy qui a hérité ceux de son maître en politique : Pasqua !) et se privatisent (Bouygues, Vivendi, Suez, etc.) depuis le début des années 90.

Prenons maintenant l'exemple du Libéria, pour ne parler que de lui, en rappelant au préalable que la Côte d'Ivoire est historiquement une des places fortes de la « France en Afrique » (tout comme l'est aujourd'hui encore le Soudan dont l'hexagone appuis l'épuration ethnico politique en cours depuis des années avec les accords Chirac-Pasqua !). En 1987 la Libye, Foccart, Pasqua-Sarkozy avec la complicité du dictateur ami de la « Patrie des Droits de l'Homme » en Côte d'Ivoire, Houphouët Boigny, organisent l'assassinat du leader gênant du Burkina, Sankara. Les intérêts de la Françafrique l'ont remplacé par le docile Compaoré. Le tragique « jeu de dominos » se poursuit et tout ce petit groupe, avec l'aide du général ivoirien francophile Gueï, préparent l'agression du Libéria. **Les commandos sanguinaires de l'entrepreneur de guerre Charles Taylor sont entraînés par des militaires fils de Marianne, financés par des fonds spéciaux de la république tricolore, manipulés par l'Elysée Mitterrandienne avec l'appui du gouvernement Chirac et la logistique de la Place Beauvau des siamois Pasqua-Sarko.**

Les motivations sont strictement économiques, et l'objectif est de lutter contre la concurrence des réseaux anglo-saxons contrôlant le Libéria à cette époque et ayant mainmise sur l'ouest Africain. **En décembre 1989 les troupes de Taylor lancent leur offensive depuis la Côte d'Ivoire et envahissent le Libéria.** Ils renversent le pouvoir en place et massacrent entre autres l'ethnie du président destitué, les krahn. La chape de plomb du régime militaire dictatorial s'installe tandis que 2-3 ans plus tard Sankoh, disciple de Taylor, poursuit l'œuvre française en envahissant à son tour

la Sierra Léone avec ses funestes troupes du sinistre RUF, ce qui engagera par la suite une guerre épouvantable entre les deux pays, un massacre orchestré dont la France tira très largement ses bénéfices !

### Joseph et les milliers d'autres : des miroirs nous renvoyant les reflets de nos ignominies !

Joseph Kollie est instituteur au Libéria quand Taylor s'empare du pays et instaure la terreur. Il rejoint la résistance et lutte contre l'opresseur. Marié et ayant trois enfants, sa femme est persécutée et ses enfants assassinés tandis que son propre frère rejoint les rangs de la milice du nouveau régime au sein de laquelle il obtient un poste haut placé. Mais le Pouvoir Tayloriste est puissant et sanguinaire, avec les opposants politiques dans la ligne de mire. A la suite d'années de douleurs et de souffrances dans l'horreur de la guerre, le silence médiatique et l'indifférence des opinions internationales, pourchassés, torturés, massacrés, abandonnés de tous, le climat est invivable et la situation semble désespérée pour la plupart des Libériens.

Probablement bercé comme tant d'autres par le mythe Républicain de la « France terre d'asile » pour les combattants de la Liberté de par le monde, Joseph fuit pour sauver sa vie et vient se réfugier au pays que l'on dit des « Lumières ». Mais existe-t-il vraiment, ce pays fantasmé ? Joseph est mal reçu sur le sol, traité en criminel par les Autorités responsables ! Il demande à solliciter le droit d'asile politique dans une démarche on ne peut plus logique... D'autant plus que la France n'a jamais cessé de se gargariser d'être la protectrice de tous les opposants aux infâmes dictatures du monde, car porteuse et garante des valeurs démocratiques issues des temps glorieux de sa Révolution. Mais les Autorités tricolores repoussent l'analyse de son dossier, lui accordent des miettes et de courts « droits de séjour » renouvelables au compte-goutte : l'Etat français a fait de lui, comme de milliers d'autres, un semi-clandestin dont l'ascenseur social aboutit à la clandestinité.

En situation précaire, il s'inscrit en LEA Anglais à l'Université de Franche-Comté. On finit par lui dire que la France refuse de voir en lui un réfugié politique, abjecte considération dont il fait appel... mais les lois racistes de Sarkozy sont passées dans un contexte réactionnaire-sécuritaire banalisé. Stigmatiser les « hordes » d'une immigration vécue comme persécutive, diminuer fortement l'octroi de papiers, criminaliser les sans-papiers, pourchasser et harceler les « étrangers », augmenter de façon conséquente les expulsions de « clandestins », etc. : la France ne cesse de sombrer dans le lisier de ses dérives xénophobes ! **Parmi la longue liste des lois scélérates de la « Révolution Nationale » Sarkozyste (16 des 30 propositions du programme sécuritaire du FN déjà instaurées en 4ans !), une notamment va directement concerner Joseph et tous ceux qui sont dans la même situation : la scandaleuse restriction du droit d'asile.** Sarko et ses amis considèrent, entre autres, que s'il existe une « zone pacifiée » (aux critères consternants !) dans le pays de provenance du réfugié, alors il faut refuser le droit d'asile au demandeur et le renvoyer dans ce pays ! Cette logique est tellement mensongère et décalée de la réalité pour justifier l'injustifiable qu'elle ne suscite que la nausée ! Et les choses s'accroissent. Joseph n'aura jamais le droit d'asile, pas de papiers, et les Autorités nationales lui indiquent qu'il est indésirable chez nous. En octobre 2005 il reçoit sa cynique « invitation à quitter le territoire ». Porcherie ! La détermination du Comité de Soutien n'aura rien changé à la macabre machinerie du Pouvoir dominant, et les multiples rendez-vous avec le préfet Robière n'auront donné que mensonges, hypocrisie, mépris. **Au total opposé des promesses de ce fameux fumeux Robière, « simple fonctionnaire » de l'Etat policier et bras armé local du ministère Sécuritaire de Sarkozy, Joseph n'a pas eu ses papiers et s'est fait raflé le 8 février 2006 par quatre agents bruns de la PAF (Police de l'Air et de Frontières) en civils et voiture banalisée, devant le square Coluche alors qu'il se rendait à la fac ( et ce avec l'aval du préfet qui disait le laisser tranquille jusqu'en juin !). Deux jours avant, en le cherchant, ils s'en prenaient à un étudiant Haïtien devant Mégevand. Joseph est immédiatement conduit au Centre de Rétention Administratif de Pontarlier, et de là chargé dans un train pour le camp du Mesnil-Amelot vers l'aéroport Roissy-Charles de Gaulle. Dans ces camps où règne la loi policière de l'Exception, parsemant le**



**sol comme une vérole sur nos principes fondateurs, le commissaire aux Droits de l'Homme pour le Conseil de l'Europe (Gil-Roblés) a pu constater que les conditions sont ignobles, les droits des individus ne sont pas respectés et la convention des Nations-Unies relative aux droits de l'enfant non plus ! Une honte de plus pour la République ! Il reste alors légalement 5 jours à Joseph pour préparer son dossier de recours, et le présenter au Tribunal de Grande Instance de Melun. Mais les sbires Sarkozystes se moquent de ces lois trop « Droits-de-l'Hommistes » : le 10 février, à 8h00 du matin, il est placé de force dans un avion à destination de Morovia via Bruxelles !**

Toujours dans sa fuite vers la puanteur, le préfet nous affirme que rien n'est perdu et qu'il peut refaire « une demande par la voie réglementaire » depuis le Libéria... Gros malin, Le Libéria est tellement « pacifié » que la France n'ose pas y mettre une ambassade et déconseille à tous ses ressortissants d'y mettre les pieds ! Ultime ironie : la plus proche ambassade où Joseph pourra tenter cette nouvelle demande qui n'aboutira pas, c'est celle retranchée derrière les bataillons de l'Armée française, en Côte d'Ivoire, de là où était parti le régime militaire qu'il a combattu !

Précédent - [Suivant](#)>>

© 2007 Lapsus besançon

[Joomla!](#) est un logiciel libre distribué sous licence GNU/GPL.



## Bleu comme Police, Blanc comme Collabo et Rouge comme Sang... Sarkozy rassemble la vieille droite décomplexée

[Avec Joseph au Libéria, c'est encore un pan de nos libertés qui s'en va !](#)

[Page 2](#)

Pour ceux qui sont illégitimes à nous gouverner, Joseph et tous les autres sont des chiffres d'une statistique-spectacle donnée en pâture à l'électorat frontiste. Faire du chiffre pragmatique sans tabou, c'est lâcher les milices dans une chasse à l'immigré, harceler, rafler les familles, les enfants, devant les soupes populaires, les lieux de soins, etc. autant de méthodes vichystes qui se banalisent à nouveau, se généralisent sous la caution rhétorique de l'idéologie Sarkozyste. Depuis 2002, le Maréchal Sarkozy veut afficher en vitrine de sa politique une hausse des expulsions, et fixe depuis une exigence de pourcentage et de cadences à chaque préfet pour des « quotas » par régions. L'heure des comptes approchant, et le servile serviteur Robière étant en dessous des attentes du propriétaire de sa conscience, il devait en quelque sorte « rafler à tout va » quitte à faire des exemples. Tout est techniquement et administrativement si simple : des noms inconnus et étrangers sur des listes qu'il faut rayer les uns après les autres, à cadence régulière et à objectif chiffré !

On se souvient d'autres quotas à remplir à tous prix, une autre « culture du résultat ». Le Reich nazi exigeait ainsi qu'un nombre précis de juifs lui soit régulièrement livré par la France Pétainiste. Mais toujours aussi zélés, les Autorités françaises parmi lesquelles les préfets, la police et la gendarmerie avec l'aide des délateurs collabo, ont décidés les premiers pour faire du chiffre de rafler puis déporter aussi les enfants, ce que ne demandait pas encore le régime hitlérien. Le ministre allemand du transport, Eichmann, du régler le « problème technique et administratif » de la gestion des trains et en augmenter la cadence... Ecoeurante France qui ne perd rien de ses affreux réflexes archaïques !

Mais qu'attendre d'autre de la part d'un Sarkozy qui entreprend des études de droits et **milite dès le début des années 70 dans l'ancêtre idéologiquement moins complexé du RPR Chiraquien, l'UDR fondé par quelques bourgeois ainsi que d'anciens Vichystes, et dont Maurice Papon (autre préfet qui obéissait aux ordres !) fut longtemps trésorier**. Pasqua en est alors un ténor dans les Hauts-de-Seine, y apportant son expérience d'ancien président du funeste Service d'Actions Citoyennes d'extrême droite (le S.A.C). Et c'est directement à « l'école de Charles » que Sarko a choisi de fourbir ses armes et idées politiques avec certains de ses amis fraîchement issus du mouvement racialement d'extrême droite « Occident » (qui donna naissance au G.U.D (Groupe Union Droite) en décembre 1968) comme Longuet, Balkany... et surtout Devedjian (ancien avocat de Chirac) qui restera fidèle à Nicolas jusqu'à en être aujourd'hui son bras droit ! Pasqua et Sarko deviennent amis, celui qui s'entend si bien avec Le Pen devenant mentor politique et témoin du 1er mariage de Nicolas.

Le but de la « Bande à Pasqua » était en ce temps là de faire de ce département (le plus riche de France), acquis à l'UDR, le Laboratoire et le Quartier Général de la faction droitière de la droite. Pari gagné depuis, et Sarkozy en occupe aujourd'hui le siège stratégique de Président qu'il n'abandonna que temporairement à Pasqua en 1988. Il remporte également en avril 1983 le siège de maire de Neuilly, ville de France concentrant le plus de grandes fortunes au mètre carré, pour ne plus le quitter. Il n'y cessera dès lors d'entretenir son carnet mondain. Pasqua connaît le potentiel du personnage et lui témoigne sa confiance quand **le jeune étudiant Malik Oussekin est assassiné par la police en 1986 dans les manifs anti-Devaquet. La ligne politique de Pasqua, ministre de l'Intérieur du gouvernement Chirac, est infâme, et ce meurtre réveille temporairement une partie du pays. Charles prend immédiatement Sarkozy comme bras droit pour le soutenir, lui montrant au passage les ficelles et le faisant surtout entrer dans les fameux autant qu'odieux « réseaux Pasqua » (Renseignements, factions brunes, exécutions de sales besognes, FrançAfrique, etc. etc.) que Sarko a rapidement réactivés en 2002 et dont il assume désormais le sombre héritage.**

L'Etat policier surveille, contrôle, réprime, condamne, enferme, déporte, expulse ; l'Etat policier s'érigeant sur l'effondrement des valeurs démocratiques est souvent le bras armé qui installe le fascisme. L'air du temps empeste les brunes effluves d'un réflexe fasciste décrit comme une des composantes de cette Idéologie Française putride qui répugne à nos raisons. « **Fliquer ; Karcheriser ; Charteriser** » : **cette devise de la**

**République Sarkozyste ne peut qu'être au strict opposé des valeurs humanistes que nous défendons** et ne cesseront de défendre, malgré ce climat réactionnaire qui méprise le passé, étouffe le présent et assombrit l'avenir. Mais que Sarko et ses complices fascistes surveillent leur front, car qui sème l'arbitraire récolte la colère, et déjà les armes hurlent vengeance pour nos idéaux trahis, la résistance visant entre les yeux de la puanteur nationale.

Nous ne reconnaissons absolument aucune légitimité aux dirigeants qui actuellement usurpent les armes du pouvoir de l'Etat, comme nous ne reconnaissons pas la moindre seconde des valeurs putrides qui fondent le climat fasciste ambiant. Face à la rupture Pétainiste que Sarkozy adapte de façon « pragmatique » à son temps, nous rappelons et encourageons une autre sorte de rupture, s'appuyant davantage sur la Déclaration universelle des Droits de l'Homme » adoptée le 10 décembre 1948 :

*« Préambule : Considérant que la reconnaissance de la dignité inhérente à tous les membres de la famille humaine et de leurs droits égaux et inaliénables constitue le fondement de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde ;*

*Considérant que la méconnaissance et le mépris des Droits de l'Homme ont conduits à des actes de barbarie qui révoltent la conscience de l'humanité et que l'avènement d'un monde où les êtres humains seront libres de parler et de croire, libérés de la terreur et de la misère, a été proclamé comme la plus haute aspiration de l'Homme ;(...)*

*Article premier : Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité ;*

*Article 5 : Nul ne sera soumis à la torture, ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ;*

*Article 9 : Nul ne peut être arbitrairement arrêté, détenu ou exilé ;*

*Article 14-1 : Devant la persécution, toute personne a le droit de chercher asile et de bénéficier de l'asile en d'autres pays. (...)* »

Nous ne pouvons qu'inciter tout un chacun à se replonger dans les valeurs portées par cette Déclaration, et dans laquelle ses fervents ennemis se drapent quand ils ne s'essuient pas avec. Lutter contre la novlangue, l'oubli, la réécriture, c'est aussi cultiver la mémoire des choses. Et pour chaque coup porté contre chacun de nos frères de la communauté humaine, tout régime scélérat doit s'attendre à de légitimes ripostes...et la torpeur actuelle ne doit rien cacher de la rage qui gronde à l'ombre de ses projecteurs et de ses caméras. L'Etat policier UMP, ses donneurs d'ordre du patronat comme de la bourgeoisie réactionnaire, et ses larbins-complices des rouages techniques et propagandistes, doivent savoir que leur choix de société est à l'opposé du nôtre, et que nous saurons nous opposer à son instauration par tous les moyens à notre disposition. Rien, nous n'oublions rien de leurs atteintes au pacte social, de leurs attaques contre la paix civile, de leurs violences à l'encontre des plus faibles, de leurs abus et de leurs mensonges... Nous n'oublierons jamais rien jusqu'au jour où les compte seront soldés.

Combien de Joseph ont déjà été renvoyés à la souffrance et/ou à la mort de ces pays africains que nous n'avons cessés de piller ; combien de ces descendants des esclaves que nous avons exploités jusqu'au massacre, lors de ces traites négrières qui firent la richesse de l'Europe des Ombres et des Lumières, incarcérés dans les camps parsemant le territoire telle une vérole sur le visage de Marianne ; combien d'êtres humains fuyant l'horreur et la misère que la grande Civilisation des tortionnaires éclairés leur a imposé comme héritage ; combien de ces individus qui « naissent libres et égaux en droit » maltraités, torturés, humiliés, bafoués par les garants d'un ordre politique Républicain aux ordres des « profiteurs de misère »... Combien ? Combien ? Combien hier ? Combien aujourd'hui ? Combien demain ?

Et se levant contre l'infamie, la honte, le scandale... combien ? Combien de citoyens, d'individus ? Combien d'êtres humains ? Combien d'entre nous ?



Que certains se complaisent, dans une complicité passive de bonne aloi, à dire que nous n'avons pas à prendre partie ainsi : mais il y a pour nous des ignominies face auxquelles l'indifférence et le déni ne sont ni plus ni moins que des culpabilités inexcusables. S'endormir dans un confort illusoire sur un matelas de cadavres, cela colore-t-il les songes du sang des victimes de nos silences ? Si seulement, car un peuple qui laisse faire la barbarie, la cautionne et/ou l'encourage, ne mérite aucun repos. Debout, frères humains, sortons de cette léthargie entretenue qui nous place au plus bas de l'échelle animale ! Réveillons-nous enfin, une bonne fois pour toutes, réveillons nos principes, nos révoltes, notre esprit critique : réveillons ce qui fait de nous des humains !

Des membres du collectif de soutien à Joseph  
et Contre les Lois Racistes et Sécuritaires.

[<<Précédent](#) - [Suivant](#)

© 2007 Lapsus besançon

[Joomla!](#) est un logiciel libre distribué sous licence GNU/GPL.

